



## RÉFLEXION LITURGIQUE – Campagne d'éducation 2013

*Vous pouvez adapter ce texte à votre style et/ou en fonction du moment et du lieu où vous vous exprimez. Les parenthèses vous suggèrent les endroits où apporter les précisions qui vous concernent. La lecture de ce texte dure environ cinq minutes.*

Bonjour (*bon après-midi / bonsoir*). Je m'appelle (*votre nom*), je suis de la paroisse (*nom de la paroisse*) et je suis membre de DÉVELOPPEMENT ET PAIX.

Merci de me donner l'occasion de vous adresser la parole aujourd'hui. Comme vous le savez probablement, DÉVELOPPEMENT ET PAIX est l'agence de développement international officielle de l'Église catholique au Canada. Nous avons été fondés par les évêques en 1967 pour appliquer les principes de l'Évangile en travaillant pour la justice et la paix dans le monde.

Grâce à votre générosité durant le *Carême de partage*, nous avons pu soutenir les efforts de personnes courageuses qui luttent pour assurer un meilleur avenir à leurs collectivités dans les pays du Sud. DÉVELOPPEMENT ET PAIX cherche à approfondir l'appui qu'il offre à ses partenaires, mais aussi à agir de manière responsable ici au Canada. Depuis quelques années, nos partenaires nous parlent de plus en plus des problèmes que vivent leurs communautés lorsque des sociétés étrangères viennent extraire les ressources naturelles de leur pays.

En mai dernier, les évêques catholiques de Madagascar affirmaient dans une déclaration publique : « *L'abondance de nos richesses en ressources naturelles contraste de manière saisissante avec la pauvreté ambiante de la grande majorité de la population. Nous aurons bientôt du pétrole et avons déjà toutes sortes de minéraux et de pierres précieuses, mais ce potentiel n'est pas transformé dans le pays. Au lieu de créer des emplois et d'améliorer le niveau de vie des Malgaches, il est pillé par les multinationales avec la complicité de nos dirigeants.* »

DÉVELOPPEMENT ET PAIX a recueilli le témoignage de communautés au Honduras, à Madagascar, au Pérou et aux Philippines, qui nous ont demandé de vous partager leur histoire. Elles veulent que vous sachiez que les profits générés par l'industrie minière ne produisent pas de développement à long terme pour leurs collectivités. En fait, dans bien des cas, les populations connaissent de graves problèmes sociaux et de grandes injustices : délocalisation de leurs foyers, érosion de leurs terres agricoles, déforestation, pollution de leur eau, violence, conflits et corruption de fonctionnaires locaux.

Le Canada est un acteur important dans le monde en matière d'exploitation minière et, en tant que Canadiennes et Canadiens, nous avons la responsabilité de demander des comptes aux sociétés minières canadiennes et à l'État canadien sur l'impact de cette industrie sur la vie de personnes qui n'ont pas toujours les moyens de faire valoir leurs propres intérêts.

Plusieurs d'entre vous se rappelleront qu'entre 2006 et 2009, un demi-million de Canadiennes et de Canadiens ont appuyé la campagne de DÉVELOPPEMENT ET PAIX pour que les sociétés minières rendent des comptes et, en particulier, pour que l'État mette en place un ombudsman indépendant capable de donner suite aux plaintes reçues.

Au lieu d'un poste d'ombudsman, le gouvernement a réagi en créant le Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie extractive pour traiter les plaintes des collectivités touchées. Mais ce mécanisme n'est pas efficace parce qu'il fonctionne sur une base volontaire. Les problèmes associés à l'extraction des ressources n'ont pas disparu. Or le mandat du conseiller en RSE arrivera à échéance en octobre 2014. Nous pensons donc que le temps est venu d'exiger de nouveau un ombudsman efficace, qui aide les personnes affectées par les opérations minières canadiennes à obtenir compensation lorsque leurs droits ont été violés.

Pour cette nouvelle campagne, **Une voix pour la justice**, nous ne sommes pas seuls. Nous unissons notre voix à celles d'ONG environnementales, de groupes de défense des droits de la personne, d'organismes religieux, de syndicats, de chercheuses et de chercheurs de partout au Canada à travers le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises.

Les membres de DÉVELOPPEMENT ET PAIX écoutent la voix des plus vulnérables qui vivent dans des régions riches en ressources naturelles, et nous voulons appuyer leurs aspirations à un avenir salubre et porteur de vie.

Veuillez prendre un moment aujourd'hui pour écouter ce que nous disent celles et ceux qui vivent les conséquences de l'exploitation minière. Prenez connaissance de notre feuillet Agissons et signez notre carte d'action, qui réclame la création d'un VÉRITABLE mécanisme légal d'ombudsman du secteur extractif. Les cartes seront expédiées à nos député-e-s fédéraux : c'est la façon pour nous, citoyennes et citoyens du Canada, de faire entendre notre voix.

En priant ensemble aujourd'hui, en écoutant la Parole de Dieu et en réfléchissant à ce qu'elle signifie dans notre vie, ouvrons nos esprits et nos cœurs à la voix de ceux et celles qui ne sont peut-être pas avec nous en personne, mais qui sont avec nous en esprit, car ils font partie de la famille humaine et du corps du Christ. Rappelons-nous que « Le Seigneur entend le cri des pauvres » (Psaume 34,17) et ayons à cœur d'écouter ce cri avec attention et d'y répondre dans la foi et dans l'espérance en tant que membres du corps du Christ.



**Développement  
et Paix**